



Volet B

**Copie à publier aux annexes au Moniteur belge  
après dépôt de l'acte au greffe**

Tribunal de l'entreprise de Liège

Division Verviers

12 JUN 2019

Le greffier  
GreffeRéser  
au  
Monite  
belgi

\*19082402\*

N° d'entreprise : 0724 950 356  
Nom(en entier) : **DM CONSTRUCT**

(en abrégé) :

Forme légale : **société à responsabilité limitée**Adresse complète du siège : **Rue de Mont, 295 à 4820 DISON****Objet de l'acte : CONSTITUTION**

D'un acte reçu par le notaire Paul-Henry THIRY, à Theux, le dix juin deux mille dix-neuf, en cours d'enregistrement, il résulte que :

1. Monsieur MENTIOR Dimitri (prénom unique), né à Verviers, le 13 mai 1992, époux de Madame HAULAIN Alyson Stéphanie Gérald, née le 30 août 1991, domicilié à 4820 DISON, rue de Mont, 295.

2. La société de droit singapourien KLEAR PTE Ltd., ayant son siège social à 229161 SINGAPOUR, 5 Hullet Road - Lobby 8 12-11, enregistrée sous le numéro 201721585K, constituée suivant acte du 26 juillet 2017, dont une copie a été produite au notaire instrumentant - Numéro BCE : 0727.911.556.

3. Madame DOURCY Jessica Martine Juylane, née à Moshi (Tanzanie), le 27 février 1984, épouse de Monsieur DELVENNE Pascal Bruno Jacques, né le 2 novembre 1969, domiciliée à 229161 SINGAPOUR, 5 Hullet Road - Lobby 8 12-11.

Ont requis le notaire soussigné d'acter qu'ils constituaient entre eux une société et de dresser les statuts d'une société à responsabilité limitée, dénommée « DM CONSTRUCT », aux capitaux propres de départ de cinq mille euros (5.000,00 €).

Les comparants sub. 1. et 2., détenant ensemble au moins un tiers des actions, ont déclaré assumer seuls la qualité de fondateurs conformément au Code des sociétés et des associations, la comparante sub. 3. étant tenue pour simple souscripteur.

**I. PLAN FINANCIER**

Préalablement à la constitution de la société, les comparants sub. 1. et 2., en leur qualité de fondateurs de la société, ont remis au notaire soussigné le PLAN FINANCIER dans lequel ils justifient le montant des capitaux propres de départ à la lumière de l'activité projetée de la société pendant une période d'au moins deux ans. Ils ont déclaré que ce plan financier avait été établi conformément à l'article 5:4 du Code des sociétés et associations.

Ce plan financier pourra être transmis au Tribunal compétent dans les conditions prévues à l'article 5:16, 2° du Code des sociétés et associations, c'est-à-dire lorsque, malgré toute disposition contraire, les fondateurs sont tenus solidairement envers les parties intéressées, des engagements de la société dans une proportion fixée par le juge, en cas de faillite prononcée dans les trois ans de l'acquisition de la personnalité juridique, si les capitaux propres de départ étaient, lors de la constitution, manifestement insuffisants pour assurer l'exercice normal de l'activité projetée pendant une période de deux ans au moins.

**II. SOUSCRIPTION - LIBERATION****a) Souscription :**

Les comparants ont déclaré souscrire les cent (100) actions, en espèces, au prix de cinquante euros (50,00 €) chacune, comme suit :

- Monsieur Dimitri MENTIOR a déclaré souscrire cinquante (50) actions, soit pour un montant total de deux mille cinq cents euros (2.500,00 €) ;

- La société de droit singapourien KLEAR PTE Ltd. a déclaré souscrire quarante-neuf (49) actions, soit pour un montant total de deux mille quatre cent cinquante euros (2.450,00 €) ;

- Madame Jessica DOURCY a déclaré souscrire une (1) action, soit pour un montant total de cinquante euros (50,00 €).

Soit ensemble cent (100) actions ou l'intégralité des apports.

**b) Libération :**

Les comparants ont déclaré et reconnu que chacune des actions ainsi souscrites avait été entièrement libérée par un versement en espèces et que le montant de ces versements, soit au total cinq mille euros (5.000,00 €), avait été déposé sur un compte spécial ouvert au nom de la société en formation auprès de BNP PARIBAS FORTIS sous le numéro BE36 0018 6450 3381.

Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad - 21/06/2019 - Annexes du Moniteur belge

A l'appui de cette déclaration, les comparants ont produit au notaire instrumentant une attestation établie par BNP PARIBAS FORTIS confirmant ce dépôt.

La société a par conséquent et dès à présent à sa disposition une somme de cinq mille euros (5.000,00 €).

### III. STATUTS

Les comparants ont ensuite déclaré arrêter les statuts comme suit :

#### TITRE I : FORME LEGALE - DENOMINATION - SIEGE - OBJET - DUREE

##### Article 1. Forme et dénomination

La société revêt la forme d'une société à responsabilité limitée.

Elle est dénommée « DM CONSTRUCT ».

##### Article 2. Siège

Le siège est établi en Belgique, en Région wallonne.

L'adresse du siège peut être transférée en tout endroit de la Région wallonne ou de la région de langue française de Belgique, par simple décision de l'organe d'administration qui a tous pouvoirs aux fins de faire constater authentiquement la modification statutaire éventuelle qui en résulte, sans que cela ne puisse entraîner une modification de la langue des statuts.

La société peut établir, par simple décision de l'organe d'administration, des sièges administratifs, agences, ateliers, dépôts et succursales, tant en Belgique qu'à l'étranger.

La société peut, par simple décision de l'organe d'administration, établir ou supprimer des sièges d'exploitation, pour autant que cette décision n'entraîne pas de changement en matière de régime linguistique applicable à la société.

##### Article 3. Objet

La société a pour objet, tant en Belgique qu'à l'étranger, pour compte propre, pour compte de tiers ou en participation avec des tiers, seule ou par recours à la sous-traitance, et sous réserve qu'elle respecte les exigences légales et réglementaires en matière d'accès à la profession :

a) la constitution, la valorisation et la gestion d'un patrimoine immobilier, notamment la vente, l'échange, l'achat, la construction, la transformation, la démolition, la reconstruction et la restauration ; l'exploitation directe ou en régie, l'entretien, le développement, l'embellissement, la restauration, la location, la prise en location ; la location et l'exploitation de chambres d'hôtes et de gîtes ruraux, meublés ou non, avec ou sans prestation de services annexes tels la restauration, l'animation, etc. ; la gérance d'immeubles bâtis ou non, meublés ou non ; le courtage ; la création de lotissements et de leurs infrastructures et équipements ; la promotion d'immeubles à appartements ou unifamiliaux, la promotion immobilière résidentielle et non résidentielle.

b) toutes entreprises de construction, de démolition et de rénovation ; l'entreprise de restauration par artisans ; l'entreprise de maintien ou de remise en état d'origine, de restauration de bâtiments et monuments ; tous travaux de toiture et d'étanchéité, de couverture métallique et non métallique ; l'entreprise de construction et travaux hydrofuges, le revêtement de construction, l'asphaltage, le bitumage, le goudronnage ; l'entreprise d'installation de chauffage central et d'installations thermiques, de climatisation, de ventilation, d'aération, de chauffage à air chaud, de conditionnement d'air et de tuyauteries industrielles, de gaz et d'installations de chauffage au gaz par appareils individuels ; l'entreprise d'installation sanitaire, de plomberie zinguerie ; l'entreprise de peinture industrielle ; la construction de bâtiment (gros œuvre et mise sous toit) ainsi que le coffrage, le ferrailage et le béton ; les activités générales de la construction (exécution totale ou partielle de travaux de parachèvement ou de coordination de ceux-ci lors de leur exécution par des sous-traitants) y compris la construction d'habitations préfabriquées ; la mise en place de fondations, y compris le battage de pieux ; la construction de cheminées et de fours ; les travaux de démolition ; les travaux de rejointoiement ; les travaux de terrassement et d'aménagement du sol et du sous-sol ; les travaux de drainage ; l'isolation thermique et acoustique ; les revêtements de murs et de sols (notamment la pose de carrelage, de marbre et de pierre naturelle) et de revêtements de sols industriels ; les travaux de marbrerie et taille de pierre ; les travaux de plafonnage, de cimentage, de crépissage et de pose de chapes ; la charpenterie, menuiserie et menuiserie métallique, tant intérieure qu'extérieure ; l'entreprise de ferronnerie et placement de ferronnerie et de volets ; la pose de cloisons et de faux-plafonds ; la pose d'escaliers ; la pose de parquets et de tous revêtements en bois des murs et du sol ; les travaux de vitrerie ; la finition, la peinture et le tapissage et le placement au sol de couvertures souples ; la construction métallique et l'ouvrage d'art métallique ; la tuyauterie industrielle et les canalisations ; les installations électrotechniques ; les installations spéciales ; le montage et démontage d'échafaudages et de plates-formes de travail ; l'entreprise de construction et de placement de piscines.

c) tous travaux d'entreprise d'aménagement extérieur et de parcs et jardins ; l'aménagement de tous espaces verts, parkings et terrasses ; le pavage et la maçonnerie extérieure ; le drainage et l'égouttage ; le terrassement et le nivellement laser ; les clôtures ; les pièces d'eau ; les chalets ; les dalles de béton ; le gazon, les plantations de talus et de tous massifs ; l'entretien, la tonte, l'élagage, l'abattage, la taille, la plantation, le traitement phytosanitaire, le fauchage, l'évacuation des déchets verts, la fourniture d'écorces, terreau, compost, graviers, galets, pierres décoratives, etc.

d) le commerce de gros, de demi-gros et de détail, l'importation, l'exportation, le courtage et la représentation, la distribution, la location et la mise à disposition sous quelque forme que ce soit :

- de tous matériaux, marchandises, produits, machines, engins, dispositifs et outillages, neufs ou d'occasion, pour la construction, la transformation et la rénovation d'immeubles ainsi que pour le parachèvement ;
- de tous articles et fournitures électriques et lumineuses ;
- de tous articles et fournitures pour la plomberie, le chauffage et les sanitaires ;
- de tous matériaux, marchandises et produits utilisés dans le secteur des énergies renouvelables : panneaux solaires et photovoltaïques, puits canadiens, etc. ;

- de tous articles de peinture, solvants et vernis ; revêtements de sols et murs ; décoration intérieure et extérieure.

La société pourra également fournir des services connexes ayant un rapport direct ou indirect avec le négoce de matériaux, outillages et dispositifs liés à la construction, tels que le stockage, le transport, la livraison, le montage, le démontage, etc.

Elle dispose, d'une manière générale, d'une pleine capacité juridique pour accomplir tous les actes et opérations ayant un rapport direct ou indirect avec son objet ou qui seraient de nature à faciliter directement ou indirectement, entièrement ou partiellement, la réalisation de cet objet.

Elle peut s'intéresser par voie d'association, d'apport, de fusion, d'intervention financière ou autrement dans toutes sociétés, associations ou entreprises dont l'objet est identique, analogue ou connexe au sien ou susceptible de favoriser le développement de son entreprise ou de constituer pour elle une source de débouchés.

Elle peut exercer les fonctions d'administrateur ou liquidateur dans d'autres sociétés.

La société peut se porter garant ou fournir des sûretés réelles pour des sociétés ou des personnes privées, au sens le plus large.

Au cas où la prestation de certains actes serait soumise à des conditions préalables d'accès à la profession, la société subordonnera son action, en ce qui concerne la prestation de ces actes, à la réalisation de ces conditions.

#### Article 4. Durée

La société est constituée pour une durée illimitée.

### TITRE II : CAPITAUX PROPRES ET APPORTS

#### Article 5. Apports

En rémunération des apports, cent (100) actions ont été émises.

Chaque action donne un droit égal dans la répartition des bénéfices et des produits de la liquidation.

#### Article 6. Appels de fonds

Les actions doivent être libérées à leur émission.

En cas d'actionnaire unique-administrateur, ce dernier détermine librement, au fur et à mesure des besoins de la société et aux époques qu'il jugera utiles, les versements ultérieurs à effectuer par lui sur les actions souscrites en espèces et non entièrement libérées.

#### Article 7. Apport en numéraire avec émission de nouvelles actions - Droit de préférence

Les actions nouvelles à souscrire en numéraire doivent être offertes par préférence aux actionnaires existants, proportionnellement au nombre d'actions qu'ils détiennent.

Le droit de souscription préférentielle peut être exercé pendant un délai d'au moins quinze jours à dater de l'ouverture de la souscription.

L'ouverture de la souscription avec droit de préférence ainsi que son délai d'exercice sont fixés par l'organe qui procède à l'émission et sont portés à la connaissance des actionnaires par courrier électronique, ou, pour les personnes dont elle ne dispose pas d'une adresse électronique, par courrier ordinaire, à envoyer le même jour que les communications électroniques. Si ce droit n'a pas entièrement été exercé, les actions restantes sont offertes conformément aux alinéas précédents par priorité aux actionnaires ayant déjà exercé la totalité de leur droit de préférence. Il sera procédé de cette manière, selon les modalités arrêtées par la gérance, jusqu'à ce que l'émission soit entièrement souscrite ou que plus aucun actionnaire ne se prévale de cette faculté.

Pour les actions données en gage, le droit de souscription préférentielle revient au débiteur-gagiste.

Les actions qui n'ont pas été souscrites par les actionnaires comme décrit ci-dessus peuvent être souscrites par les personnes auxquelles les actions peuvent être librement cédées conformément à la loi ou à l'article dix des présents statuts ou par des tiers moyennant l'agrément de tous les actionnaires.

### TITRE III : TITRES

#### Article 8. Nature des actions

Toutes les actions sont nominatives, elles portent un numéro d'ordre.

Elles sont inscrites dans le registre des actions nominatives ; ce registre contiendra les mentions requises par le Code des sociétés et des associations. Les titulaires d'actions peuvent prendre connaissance de ce registre relatif à leurs titres.

En cas de démembrement du droit de propriété d'une action en nue-propriété et usufruit, l'usufruitier et le nu-propriétaire sont inscrits séparément dans le registre des actions nominatives, avec indication de leurs droits respectifs.

Les cessions n'ont d'effet vis-à-vis de la société et des tiers qu'à dater de leur inscription dans le registre des actions. Des certificats constatant ces inscriptions sont délivrés aux titulaires des titres.

#### Article 9. Indivisibilité des actions

Les actions sont indivisibles.

La société ne reconnaît, quant à l'exercice des droits accordés aux actionnaires, qu'un seul propriétaire pour chaque action.

Si plusieurs personnes sont titulaires de droits réels sur une même action, l'exercice du droit de vote attaché à ces actions est suspendu jusqu'à ce qu'une seule personne soit désignée comme titulaire du droit de vote à l'égard de la société.

Sauf disposition spéciale contraire dans les présents statuts, en cas de démembrement du droit de propriété d'une action en usufruit et nue-propriété, les droits y afférents sont exercés de manière alternante par l'usufruitier ou le nu-propriétaire, en fonction de la nature de la décision, selon que celle-ci se rapporte aux droits de l'usufruitier ou du nu-propriétaire.

En cas de décès de l'actionnaire unique, les droits afférents aux actions sont exercés par les héritiers et légataires régulièrement saisis ou envoyés en possession, proportionnellement à leurs droits dans la succession, jusqu'au jour du partage desdites actions ou jusqu'à la délivrance des legs portant sur celles-ci.

#### Article 10. Cessions d'actions

##### § 1. Cessions libres

Les actions peuvent être cédées entre vifs ou transmises pour cause de mort, sans agrément, à un actionnaire.

##### § 2. Cessions soumises à agrément

Tout actionnaire qui voudra céder ses actions entre vifs à une personne autre qu'un actionnaire devra, à peine de nullité, obtenir l'agrément de la moitié au moins des actionnaires, possédant les trois quarts au moins des actions, déduction faite des actions dont la cession est proposée.

A cette fin, il devra adresser à l'organe d'administration, sous pli recommandé, une demande indiquant les noms, prénoms, professions, domiciles du ou des cessionnaires proposés ainsi que le nombre de actions dont la cession est envisagée et le prix offert.

Dans les huit jours de la réception de cette lettre, l'organe d'administration en transmet la teneur, par pli recommandé, à chacun des actionnaires, en leur demandant une réponse affirmative ou négative par un écrit adressé dans un délai de quinze jours et en signalant que ceux qui s'abstiendraient de donner leur avis seraient considérés comme donnant leur agrément. Cette réponse devra être envoyée par pli recommandé.

Dans la huitaine de l'expiration du délai de réponse, l'organe d'administration notifie au cédant le sort réservé à sa demande.

Les héritiers et légataires qui ne deviendraient pas de plein droit actionnaires aux termes des présents statuts seront tenus de solliciter, selon les mêmes formalités, l'agrément des actionnaires.

Le refus d'agrément d'une cession entre vifs est sans recours. Néanmoins, l'actionnaire voulant céder tout ou partie de ses actions pourra exiger des opposants qu'elles lui soient rachetées au prix mentionné par lui dans sa notification initiale ou, en cas de contestation de ce prix, au prix fixé par un expert choisi de commun accord ou, à défaut d'accord sur ce choix, par le Président du Tribunal de l'entreprise statuant comme en référé à la requête de la partie la plus diligente, tous les frais de procédure et d'expertise étant pour moitié à charge du cédant et pour moitié à charge du ou des acquéreurs, proportionnellement au nombre d'actions acquises s'ils sont plusieurs.

Il en ira de même en cas de refus d'agrément d'un héritier ou d'un légataire.

Dans l'un et l'autre cas, le paiement devra intervenir dans les six mois du refus.

Les dispositions du présent article sont applicables dans tous les cas de cessions entre vifs, soit à titre onéreux, soit à titre gratuit, tant volontaires que forcées (cas de l'exclusion et du retrait d'un actionnaire), tant en usufruit qu'en nue-propriété ou pleine propriété, qui portent sur des actions ou tous autres titres donnant droit à l'acquisition d'actions.

Par dérogation à ce qui précède, au cas où la société ne compterait plus qu'un actionnaire, celui-ci sera libre de céder tout ou partie de ses actions librement.

#### TITRE IV : ADMINISTRATION - CONTRÔLE

##### Article 11. Organe d'administration

La société est administrée par un ou plusieurs administrateurs, personnes physiques ou morales, actionnaires ou non, nommés avec ou sans limitation de durée et pouvant, s'ils sont nommés dans les statuts, avoir la qualité d'administrateur statutaire.

L'assemblée qui nomme le ou les administrateur(s) fixe leur nombre, la durée de leur mandat et, en cas de pluralité, leurs pouvoirs. A défaut d'indication de durée, le mandat sera censé conféré sans limitation de durée.

Les administrateurs non-statutaires sont révocables ad nutum par l'assemblée générale, sans que leur révocation donne droit à une indemnité quelconque.

##### Article 12. Pouvoirs de l'organe d'administration

a) L'administrateur unique est investi des pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous actes d'administration et de disposition nécessaires ou utiles à l'accomplissement de l'objet social, sauf ceux que la loi ou les statuts réservent à l'assemblée générale.

Il représente la société à l'égard des tiers et en justice, soit en demandant, soit en défendant.

b) S'il existe plusieurs administrateurs, et sauf organisation par l'assemblée générale d'un organe d'administration collégial, chaque administrateur agissant seul, peut accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à l'accomplissement de l'objet social, sauf ceux que la loi ou les statuts réservent à l'assemblée générale.

Chaque administrateur représente la société à l'égard des tiers et en justice, soit en demandant, soit en défendant.

Il peut déléguer des pouvoirs spéciaux à tout mandataire.

Toutefois, pour des actes et opérations engageant la société à l'égard des tiers et en justice, soit en demandant, soit en défendant, dont le montant ou la contre valeur est égal ou supérieur à vingt-cinq mille euros (25.000,00 €), la société est valablement représentée par deux administrateurs agissant conjointement.

##### Article 13. Rémunération des administrateurs

L'assemblée générale décide si le mandat d'administrateur est ou non exercé gratuitement.

Si le mandat d'administrateur est rémunéré, l'assemblée générale, statuant à la majorité absolue des voix, ou l'actionnaire unique, détermine le montant de cette rémunération fixe ou proportionnelle. Cette rémunération sera portée aux frais généraux, indépendamment des frais éventuels de représentation, voyages et déplacements.

#### Article 14. Gestion journalière

L'organe d'administration peut déléguer la gestion journalière, ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion, à un ou plusieurs de ses membres, qui portent le titre d'administrateur-délégué, ou à un ou plusieurs directeurs.

L'organe d'administration détermine s'ils agissent seul ou conjointement.

Les délégués à la gestion journalière peuvent, en ce qui concerne cette gestion, attribuer des mandats spéciaux à tout mandataire.

L'organe d'administration fixe les attributions et rémunérations éventuelles pour les délégués à la gestion journalière. Il peut révoquer en tout temps leurs mandats.

#### Article 15. Contrôle de la société

Lorsque la loi l'exige et dans les limites qu'elle prévoit, le contrôle de la société est assuré par un ou plusieurs commissaires, nommés pour trois ans et rééligibles.

#### TITRE V : ASSEMBLEE GENERALE

#### Article 16. Tenue et convocation

Il est tenu chaque année, au siège, une assemblée générale ordinaire le deuxième vendredi du mois de juin, à dix-sept heures. Si ce jour est férié, l'assemblée est remise au premier jour ouvrable suivant. S'il n'y a qu'un seul actionnaire, c'est à cette même date qu'il signe pour approbation les comptes annuels.

Des assemblées générales extraordinaires doivent en outre être convoquées par l'organe d'administration et, le cas échéant, le commissaire, chaque fois que l'intérêt de la société l'exige ou sur requête d'actionnaires représentant un dixième du nombre d'actions en circulation. Dans ce dernier cas, les actionnaires indiquent leur demande et les sujets à porter à l'ordre du jour. L'organe d'administration ou, le cas échéant, le commissaire convoquera l'assemblée générale dans un délai de trois semaines de la demande.

Les convocations aux assemblées générales contiennent l'ordre du jour. Elles sont faites par e-mails envoyés quinze jours au moins avant l'assemblée aux actionnaires, aux administrateurs et, le cas échéant, aux titulaires d'obligations convertibles nominatives, de droits de souscription nominatifs ou de certificats nominatifs émis avec la collaboration de la société et aux commissaires. Elles sont faites par courrier ordinaire aux personnes pour lesquelles la société ne dispose pas d'une adresse e-mail, le même jour que l'envoi des convocations électroniques.

Toute personne peut renoncer à la convocation et, en tout cas, sera considérée comme ayant été régulièrement convoquée si elle est présente ou représentée à l'assemblée.

#### Article 17. Admission à l'assemblée générale

Pour être admis à l'assemblée générale et, pour les actionnaires, pour y exercer le droit de vote, un titulaire de titres doit remplir les conditions suivantes :

- le titulaire de titres nominatifs doit être inscrit en cette qualité dans le registre des titres nominatifs relatif à sa catégorie de titres ;
- les droits afférents aux titres du titulaire des titres ne peuvent pas être suspendus ; si seul le droit de vote est suspendu ; il peut toujours participer à l'assemblée générale sans pouvoir participer au vote.

#### Article 18. Séances - procès-verbaux

L'assemblée générale est présidée par un administrateur ou, à défaut, par l'actionnaire présent qui détient le plus d'actions ou encore, en cas de parité, par le plus âgé d'entre eux. Le président désignera le secrétaire qui peut ne pas être actionnaire.

Les procès-verbaux constatant les décisions de l'assemblée générale ou de l'actionnaire unique sont consignés dans un registre tenu au siège. Ils sont signés par les membres du bureau et par les actionnaires présents qui le demandent. Les copies à délivrer aux tiers sont signées par un ou plusieurs membres de l'organe d'administration ayant le pouvoir de représentation.

La liste de présences et les rapports éventuels, les procurations ou les votes par correspondance sont annexés au procès-verbal.

#### Article 19. Délibérations

A l'assemblée générale, chaque action donne droit à une voix, sous réserve des dispositions légales régissant les actions sans droit de vote.

Au cas où la société ne comporterait plus qu'un actionnaire, celui-ci exercera seul les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale.

Tout actionnaire peut donner à toute autre personne, actionnaire ou non, par tout moyen de transmission, une procuration écrite pour le représenter à l'assemblée et voter en son lieu et place.

Une procuration octroyée reste valable pour chaque assemblée générale suivante dans la mesure où il y est traité des mêmes points de l'ordre du jour, sauf si la société est informée d'une cession des actions concernées.

Toute assemblée ne peut délibérer que sur les propositions figurant à l'ordre du jour, sauf si toutes les personnes à convoquer sont présentes ou représentées, et, dans ce dernier cas, si les procurations le mentionnent expressément.

Sauf dans les cas prévus par la loi ou les présents statuts, les décisions sont prises à la majorité des voix, quel que soit le nombre de titres représentés à l'assemblée générale.

#### Article 20. Prorogation

Toute assemblée générale, ordinaire ou extraordinaire, peut être prorogée, séance tenante, à trois semaines au plus par l'organe d'administration. Sauf si l'assemblée générale en décide autrement, cette prorogation n'annule pas les autres décisions prises. La seconde assemblée délibérera sur le même ordre du jour et statuera définitivement.

## TITRE VI : EXERCICE - REPARTITION - RESERVES

### Article 21. Exercice social

L'exercice social commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

A cette dernière date, les écritures sociales sont arrêtées et l'organe d'administration dresse un inventaire et établit les comptes annuels dont, après approbation par l'assemblée, il assure la publication, conformément à la loi.

### Article 22. Répartition - réserves

Le bénéfice annuel net recevra l'affectation que lui donnera l'assemblée générale, statuant sur proposition de l'organe d'administration, étant toutefois fait observer que chaque action confère un droit égal dans la répartition des bénéfices.

## TITRE VII : DISSOLUTION - LIQUIDATION

### Article 23. Dissolution

La société peut être dissoute en tout temps, par décision de l'assemblée générale délibérant dans les formes prévues pour les modifications aux statuts.

### Article 24. Liquidateurs

En cas de dissolution de la société, pour quelque cause et à quelque moment que ce soit, le ou les administrateurs en fonction sont désignés comme liquidateur(s) en vertu des présents statuts si aucun autre liquidateur n'aurait été désigné, sans préjudice de la faculté de l'assemblée générale de désigner un ou plusieurs liquidateurs et de déterminer leurs pouvoirs et émoluments.

### Article 25. Répartition de l'actif net

Après apurement de toutes les dettes, charges et frais de liquidation ou après consignation des montants nécessaires à cet effet et, en cas d'existence d'actions non entièrement libérées, après rétablissement de l'égalité entre toutes les actions soit par des appels de fonds complémentaires à charge des actions insuffisamment libérées, soit par des distributions préalables au profit des actions libérées dans une proportion supérieure, l'actif net est réparti entre tous les actionnaires en proportion de leurs actions et les biens conservés leur sont remis pour être partagés dans la même proportion.

## TITRE VIII : DISPOSITIONS DIVERSES

### Article 26. Election de domicile

Pour l'exécution des statuts, tout actionnaire, administrateur, commissaire, liquidateur ou porteur d'obligations domicilié à l'étranger, fait élection de domicile au siège où toutes communications, sommations, assignations, significations peuvent lui être valablement faites s'il n'a pas élu un autre domicile en Belgique vis-à-vis de la société.

### Article 27. Compétence judiciaire

Pour tout litige entre la société, ses actionnaires, administrateurs, commissaires et liquidateurs relatifs aux affaires de la société et à l'exécution des présents statuts, compétence exclusive est attribuée aux tribunaux du siège, à moins que la société n'y renonce expressément.

### Article 28. Droit commun

Les dispositions du Code des sociétés et des associations auxquelles il ne serait pas licitement dérogé sont réputées inscrites dans les présents statuts et les clauses contraires aux dispositions impératives du Code des sociétés sont censées non écrites.

## DISPOSITIONS FINALES ET (OU) TRANSITOIRES

Les comparants ont ensuite pris à l'unanimité les décisions suivantes, qui ne deviendront effectives qu'à dater du dépôt au greffe d'une expédition de l'acte constitutif, conformément à la loi.

### 1. Premier exercice social et première assemblée générale ordinaire

Le premier exercice social débutera le jour du dépôt au greffe d'une expédition du présent acte et finira le trente et un décembre deux mille vingt.

La première assemblée générale ordinaire aura donc lieu en juin deux mille vingt et un.

### 2. Adresse du siège

L'adresse du siège social est fixée à 4820 DISON, rue de Mont, 295.

### 3. Désignation des administrateurs

L'assemblée a décidé de fixer le nombre d'administrateurs non statutaires à deux.

Ont été appelés aux fonctions d'administrateur non statutaire pour une durée illimitée :

- Monsieur Dimitri MENTIOR, plus amplement nommé ci-avant, présent et qui a déclaré accepter. Son mandat sera rémunéré.

- la société de droit singapourien KLEAR PTE Ltd., plus amplement nommée ci-avant, représentée comme il est dit et qui a déclaré accepter. Son mandat sera rémunéré.

Le représentant permanent de la société KLEAR PTE Ltd. chargé de l'exécution de ce mandat au sein de la société DM CONSTRUCT sera Madame DOURCY Jessica Martine Juylane, née à Moshi (Tanzanie), le 27 février 1984, domiciliée à 229161 SINGAPOUR, 5 Hullet Road - Lobby 8 12-11.

Dûment interrogés par le notaire soussigné, chacun des administrateurs ci-avant nommés a déclaré expressément qu'il ne faisait l'objet d'aucune décision, interdiction ou condamnation l'empêchant d'exercer les fonctions d'administrateur d'une société. Il a déclaré également posséder les connaissances de gestion de base (via une pratique professionnelle suffisante ou via un diplôme ou un titre reconnu).

### 4. Commissaire

Compte tenu des critères légaux, les comparants ont décidé de ne pas procéder actuellement à la nomination d'un commissaire.



5. Reprise des engagements pris au nom de la société en formation

Tous les engagements ainsi que les obligations qui en résultent, et toutes les activités entreprises depuis le premier mai deux mille dix-neuf par l'un ou l'autre des comparants au nom et pour compte de la société en formation sont repris par la société présentement constituée, par décision de l'organe d'administration qui sortira ses effets à compter de l'acquisition par la société de sa personnalité juridique.

6. Pouvoirs

Monsieur Daniel VEGA RODRIGUEZ, ou toute autre personne désignée par lui, a été désigné en qualité de mandataire ad hoc de la société, afin de disposer des fonds, de signer tous documents et de procéder aux formalités requises auprès de l'administration de la TVA ou en vue de l'inscription à la Banque carrefour des Entreprises.

Aux effets ci-dessus, le mandataire ad hoc aura le pouvoir de prendre tous engagements au nom de la société, faire telles déclarations qu'il y aura lieu, signer tous documents et en général faire tout ce qui sera utile ou nécessaire pour l'exécution du mandat lui confié.

7. Frais et déclarations des parties

(...)

POUR EXTRAIT ANALYTIQUE CONFORME

(signé) Paul-Henry THIRY, notaire.

Déposée en même temps : expédition de l'acte constitutif.